



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

**LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL  
DES TERRITOIRES**

le Puy-en-Velay, le 14 septembre 2021,

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

Monsieur,

À l'occasion d'une tournée effectuée par mes services sur le territoire de la commune de BEAUZAC, il a été constaté qu'un défrichement d'une surface de 1,18 ha avait été réalisé dans un peuplement forestier, sur les parcelles cadastrées n° G 108 et 111.

Suivant les éléments en notre possession, il apparaît que ce défrichement concernerait une propriété vous appartenant sise dans un massif forestier de plus de 4 hectares, en zone libre vis-à-vis de la réglementation des boisements. Le défrichement des parcelles en zone libre était donc soumis à autorisation administrative préalable, conformément à l'article L341-1 du code forestier.

A ma connaissance, aucune autorisation préfectorale n'a été délivrée pour ce défrichement. Aussi vous voudrez bien me transmettre d'ici le **31 octobre 2021**, une demande d'autorisation de défrichement pour la parcelle concernée.

Pour ce faire, comme la surface défrichée est supérieure à 0,5 ha, vous trouverez ci-joint un formulaire de demande d'examen au "cas par cas" à remplir (avec toutes les surfaces défrichées) et à transmettre pour avis à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhone Alpes (7 Rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND Cedex 01). Vous trouverez également ci-joint un formulaire de demande d'autorisation de défrichement à transmettre au service "environnement et forêt" de la Direction départementale des territoires (13 rue des Moulins 43009 LE PUY EN VELAY Cedex). Ces dossiers devront également comporter toutes les pièces justificatives mentionnées dans les formulaires.

A titre d'information, au cas où l'autorisation de défrichement vous serait délivrée, je vous informe que conformément aux dispositions de l'article L341-6 du code forestier, celle-ci serait subordonnée après validation par la Direction départementale des territoires à l'une au moins des compensations suivantes, assorties le cas échéant d'un coefficient multiplicateur :

- soit l'exécution sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface correspondant à la surface défrichée autorisée,
- soit l'exécution d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent à ce reboisement,
- soit au versement d'une indemnité au profit du fonds stratégique de la forêt et du bois.

A défaut de réception du dossier d'autorisation de défrichement dans les délais impartis, je me verrai contraint d'engager à votre encontre, les suites prévues par le code forestier.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pr. le directeur départemental des territoires,  
Le chef du service « environnement et forêt »,  
4